

Études internationales



EAVRE, Henri. *L'indigénisme*. Paris, Presses universitaires de France, 1996, 128 p.

José Havet

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703943ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703943ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Havet, J. (1998). Compte rendu de [EAVRE, Henri. *L'indigénisme*. Paris, Presses universitaires de France, 1996, 128 p.] *Études internationales*, 29(3), 763–765.
<https://doi.org/10.7202/703943ar>

Sur la côte occidentale, la Guinée-Bissau (lusophone), le Ghana (anglophone) et le Togo (francophone) ont connu des trajectoires politiques différentes. Pour Fafali Koudawo, l'un des constats importants ces dernières années en Guinée-Bissau est le rapprochement avec le monde francophone, quand on sait que ce pays a été très peu soutenu par la France et ses alliés africains pendant la guerre de libération. Ce rapprochement a été nécessaire en raison du contexte géostratégique et des nouvelles orientations économiques du pays. L'adhésion à l'Union Monétaire Ouest Africaine est le point central de ce rapprochement avec le monde francophone. Quant au Ghana, l'un des bons élèves de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, 1996 fut l'année des élections parlementaires et présidentielles selon Céline Thiriot. Profitant de la division de l'opposition, le président Gerry Rawlings sortit vainqueur des consultations électorales. Au niveau économique et social, l'auteur a indiqué l'impatience de la population à profiter des fruits longtemps promis des réformes entreprises avec les institutions de Bretton Woods. L'opposition a su en tirer profit pour augmenter son audience auprès de la population, mais elle est encore très faible face au pouvoir. Quant au Togo, le processus démocratique est simplement en panne. Selon Ayayi Togoata Apedo-Amah, les partis d'opposition ont passé plus de temps à s'entre-déchirer qu'à combattre la dictature du régime Eyadéma.

En Afrique centrale, les trois pays retenus, le Tchad, le Gabon et le Congo ont leurs spécificités, même s'ils ont tous connu des recom-

positions politiques. Pour Robert Buijtenhuijs, les élections tchadiennes ont plus fait ressortir un vote régional (Nord-Sud) qu'un vote ethnique. Les alliances politiques étaient fluides et surtout utilitaires, caractérisées par des ralliements spectaculaires au pouvoir. Selon l'auteur, la politique du ventre a prédominé. Quant au Gabon, les élections ont permis à l'une des principales têtes de l'opposition, le Père Paul Mba Abessole, de rentrer à l'hôtel de ville de Libreville le 19 janvier 1997. C'est un constat qui fait penser à la situation congolaise avec l'affaire Bernard Kolelas analysée par Eric Gauvrit. Le système politique congolais a été caractérisé par l'instabilité des alliances qui a conduit à des crises économiques et sociales répétées et doublées de crises politiques.

Ce qui ressort de l'ensemble de ces articles, c'est la crise politique vécue par la plupart des États étudiés. Il est vrai que les solutions préconisées ont beaucoup varié d'un régime à un autre. Au niveau économique et social, les problèmes sont très préoccupants dans des États comme Madagascar et le Niger. Enfin, il est à regretter qu'aucun État de l'Afrique du Nord n'ait été retenu dans le cadre de cette étude.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*École nationale d'administration
Cotonou, Bénin*

AMÉRIQUE LATINE

L'indigénisme.

FAVRE, Henri. Paris, Presses universitaires de France, 1996, 128 p.

Ce livre fait partie de la collection « Que sais-je ? » des Presses universitaires de France et présente à la

fois les qualités et limites de bon nombre de volumes de cette collection, à savoir un texte assez bref et clairement écrit; un contenu plutôt descriptif, versant à l'occasion dans l'encyclopédisme et dont le propos se veut aussi exhaustif que possible; et une division en chapitres très systématique et logique. En d'autres mots, l'ouvrage d'Henri Favre est un petit manuel de bonne qualité pour qui veut connaître l'indigénisme.

Mais de quel « indigénisme » s'agit-il et comment l'étudier? C'est à ces points de vue – et, de fait, seulement à ceux-ci – que des critiques peuvent être adressées à l'auteur. En effet, le type de tâche qu'il s'est proposé de réaliser a des biais évidents: l'indigénisme d'Henri Favre est exclusivement latino-américain, voire hispano-américain, et il est essentiellement considéré dans une perspective historique. De tels choix sont arbitraires. Ils sont certes défendables; mais – précisément – ils auraient dû être défendus et légitimés; et le titre de l'ouvrage aurait du indiquer les limites du champ d'étude.

Critiquer un ouvrage pour ce qu'il a choisi de ne pas inclure est fort souvent discutable; mais dans le cas présent, une telle critique est pertinente. En effet, l'auteur définit très correctement l'indigénisme comme un « courant d'opinion (qui) ... se traduit par des prises de position qui tendent à protéger la population indigène ... (En outre, c'est) un mouvement idéologique à expression littéraire et artistique, mais aussi politique et sociale, qui pense (l'indigène) dans le cadre d'une problématique nationale » (pp. 3-4). Or, de tels courants d'opinion et mouvements idéologi-

ques ont existé – et continuent d'exister – dans de nombreux pays en dehors de l'Amérique latine. De ce fait, même si l'auteur désirait *de facto* se limiter au continent latino-américain, il aurait été nécessaire d'adopter à tout le moins une approche contextuelle suffisamment ample pour situer l'indigénisme latino-américain par rapport aux « nouveaux mouvements sociaux », mouvements aujourd'hui fort nombreux et visibles, et dans lesquels des statuts innés divers jouent un rôle primordial. En somme, bien qu'il fût indispensable que ce court ouvrage limite son champ d'étude, la défense et la légitimation de ce dernier s'imposaient étant donné, d'une part, les objectifs pédagogiques du volume et, d'autre part, la pertinence théorique et l'actualité qu'elles auraient conférées aux propos de l'auteur.

Ceci étant, dans le cadre de ces limites, le livre est non seulement excellent, mais de fait dépasse ce que tout lecteur averti attend habituellement de ce type d'ouvrage. L'auteur possède une maîtrise évidente du sujet et les pages sont émaillées de courtes interprétations théoriques à la fois pertinentes et incisives. En outre, le livre est très bien structuré. Il est divisé en cinq chapitres approximativement d'égale importance, entre 20 et 30 pages, et traitant successivement des aspects suivants du thème: les antécédents coloniaux, la pensée, les lettres et les arts, la politique et la récente transition vers l'indianisme.

Il n'est pas aisé de refléter le contenu de ce livre court et exhaustif et dont le style est fort soigné, voire à l'occasion quelque peu léché. De ce fait, nous nous bornerons ici à reprendre quelques points des deux der-

niers chapitres, chapitres qui sont particulièrement pertinents et actuels. Tout au cours de ce siècle, et surtout entre les années 1920 et 1970 environ, les politiques indigénistes des pays latino-américains ont constitué un aspect de leur volonté de modernisation, volonté qui s'est manifestée de façons diverses, tels des lois contre le servage et en faveur de la liberté du travail, une protection des propriétés collectives indigènes, des programmes d'éducation et d'hispanisation de fait ciblant spécifiquement les indigènes et, plus généralement, une mise en place de « bureaucraties indigénistes » dont l'importance et le pouvoir de décision iront croissants. Ces politiques seront intensifiées par les gouvernements autoritaires et nationalistes au pouvoir à partir des années 1930 et ce, sur fond de crise économique et de stratégies d'intégration nationale, de substitution des importations et de renforcement des marchés intérieurs.

Cette évolution générale mènera à partir des années 1970 à un paradoxe que l'auteur résume de la manière suivante : « Au moment même où ses objectifs semblent en passe d'être atteints, l'indigénisme est vigoureusement mis en cause. Des voix s'élèvent pour dénoncer, au nom des droits imprescriptibles de l'indianité, l'intégration sociale et l'assimilation auxquelles tendent ses pratiques » (p. 106). Cette opposition aux politiques indigénistes correspond à une accélération du processus de mondialisation et à la faillite de l'État interventionniste. Et Henri Favre de conclure : « L'État néo-libéral rencontre dans l'indianisme l'idéologie que l'État populiste trouvait dans l'indi-

génisme. (L'État) en dérive une politique qui lui assure au moindre coût un contrôle indirect sur des populations et des territoires qu'il n'est plus en mesure d'administrer directement » (p. 123).

En résumé, ce petit ouvrage traite d'un thème dont l'importance est aujourd'hui critique. S'appuyant sur une tradition bien établie, mais qui à notre sens aurait dû être transcendée, l'auteur a délimité son champ d'étude de manière assez étroite et rigide, ce qui affaiblit la portée générale de l'ouvrage. Mais, dans le cadre de ces limites, le livre est exhaustif, structuré et écrit avec grand soin, et foisonne d'idées intéressantes.

José HAVET

*Département de sociologie
Université d'Ottawa, Canada*

Brazil Under Cardoso.

KAUFMAN PURCELL, Susan et Riordan
ROETT (dir.). Boulder, London,
Lynne Rienner Publishers,
1997, 119 p.

Au terme d'un premier mandat, Fernando Henrique Cardoso fait l'objet de beaucoup d'attention. Le temps du bilan est arrivé alors que ce sociologue de renom, ancien professeur à la Sorbonne, s'appête à se présenter à nouveau devant l'électorat. Lors de la campagne électorale qui devait le porter au pouvoir en octobre 1994, il avait l'habitude d'utiliser les cinq doigts de la main pour désigner ses principales promesses. N'ayant pu en réaliser aucune, les méchantes langues se demandent s'il devra montrer le poing lors de la prochaine campagne. Ce dernier questionnement n'a rien à voir avec la position des colla-